



*Établissement public du ministère
chargé du développement durable*

Consultation du public sur la stratégie de reconquête de la qualité de l'eau

Projet de Sdage et programme de mesures
Loire-Bretagne 2010-2015

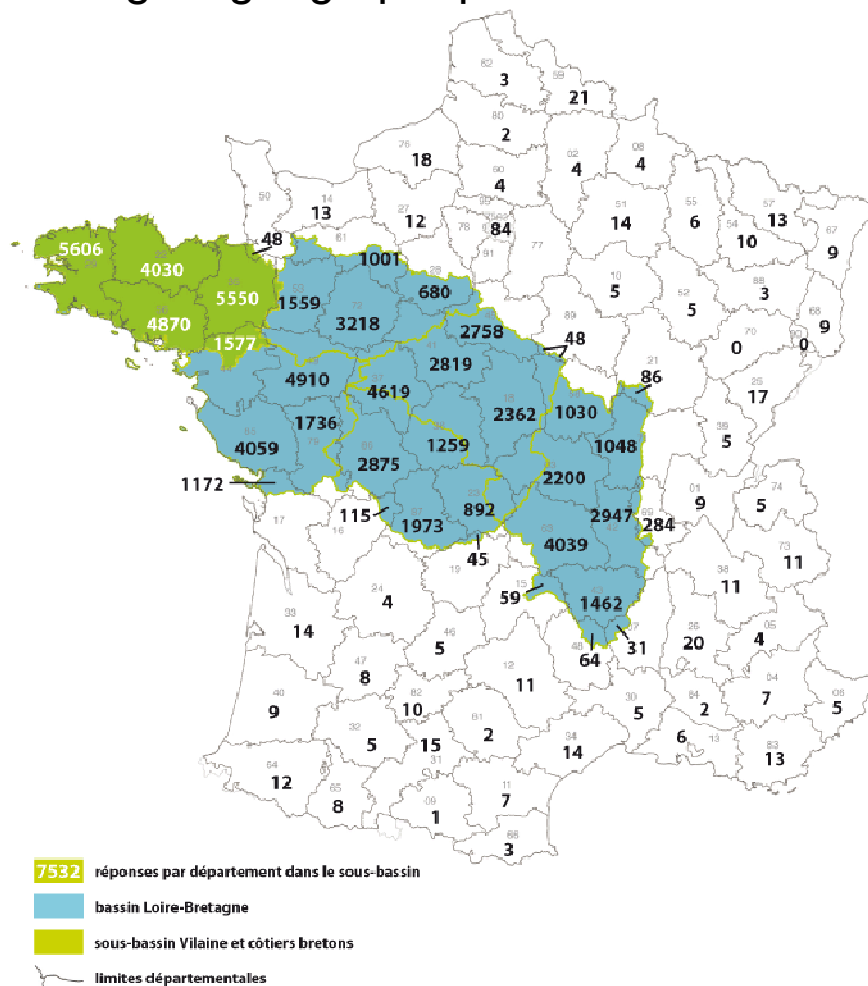
Rapport pour le sous-bassin Vilaine et côtiers bretons

INTRODUCTION

- I. Le profil des répondants p4
- II. L'adéquation de la proposition avec les problèmes rencontrés p11
- III. L'adéquation des actions proposées avec les préoccupations du public p13
- IV. Le jugement sur l'ambition environnementale et l'effort financier p15
- V. L'adhésion à la proposition p17
- VI. Les priorités exprimées p19
- VII Conclusions p35

I. Le profil des répondants

→ Origine géographique



Nombre de réponses par département

Contribution des sous-bassins à la consultation (total = 82 229)

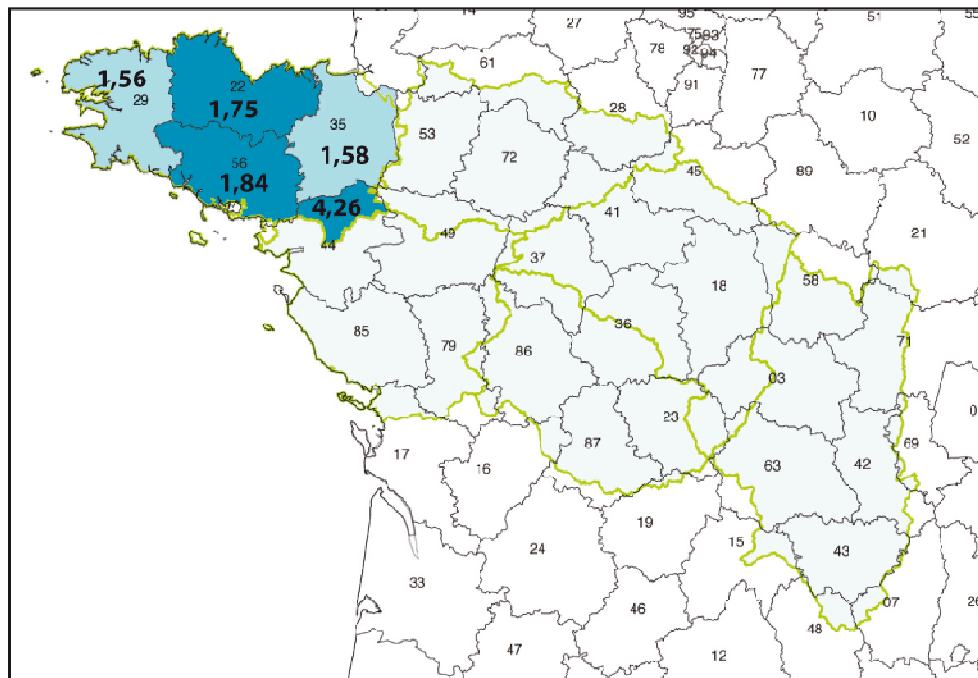
| | | |
|-----------------------------------|---------------|-------------|
| Vilaine et côtiers bretons | 21 647 | 26 % |
| Loire moyenne | 13 021 | 16 % |
| Loire aval et côtiers vendéens | 16 711 | 20 % |
| Allier Loire amont | 12 205 | 15 % |
| Vienne Creuse | 6 082 | 8 % |
| Mayenne Sarthe Loir | 8 731 | 11 % |
| Hors sous bassin | 1 060 | 1 % |
| Origine non identifiable | 2 772 | 3 % |

Taux de consultation : 0,8 %

Questionnaires reçus / Nombre d'habitants de plus de 15 ans du bassin

I. Le profil des répondants

→ Origine géographique



1,6 taux de réponse

limites départementales

Contribution des sous-bassins à la consultation

(nombre de réponses par sous-bassin / nombre de foyers du sous-bassin)

| | |
|--------------------------------|--------|
| Vilaine et côtiers bretons | 1,73 % |
| Loire moyenne | 1,70 % |
| Loire aval et côtiers vendéens | 1,64 % |
| Allier Loire amont | 1,42 % |
| Vienne Creuse | 1,47 % |
| Mayenne Sarthe Loir | 1,46 % |

Taux moyen du bassin: 1,60 %

Taux moyen du sous-bassin: 1,73 %

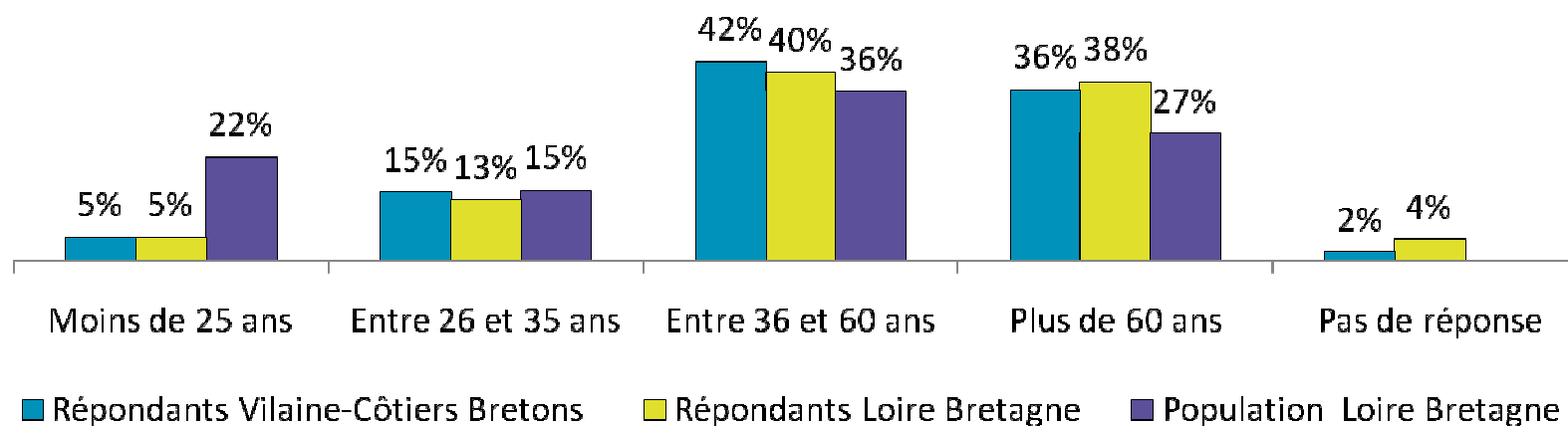
nombre de réponses du bassin / Nombre de foyers du bassin

| | |
|---|--------------------|
| ■ | Supérieur à 1,73% |
| ■ | Inférieur à 1,73 % |

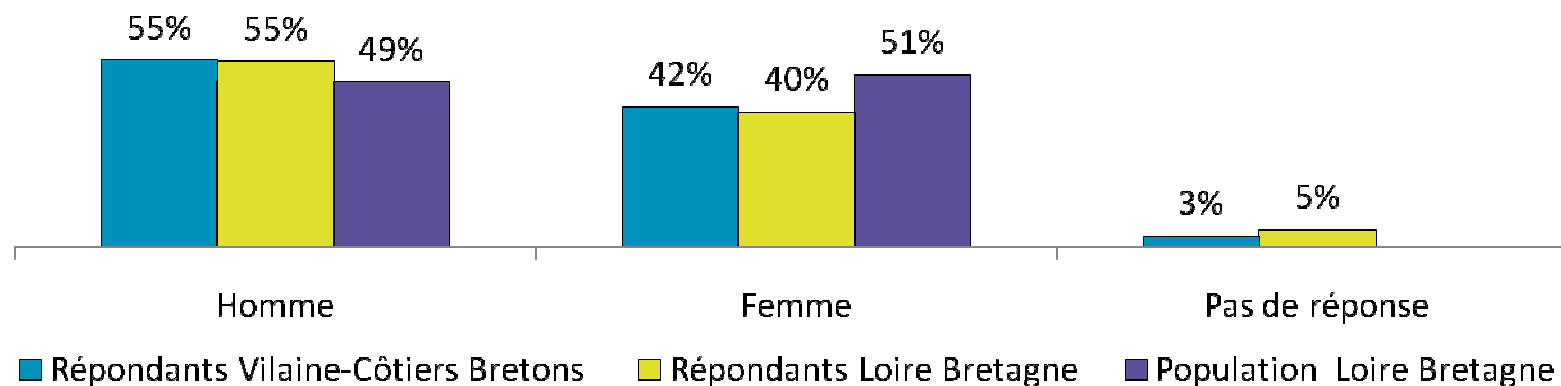
% de réponses par département / nombre de foyers du département

I. Le profil des répondants

→ Age



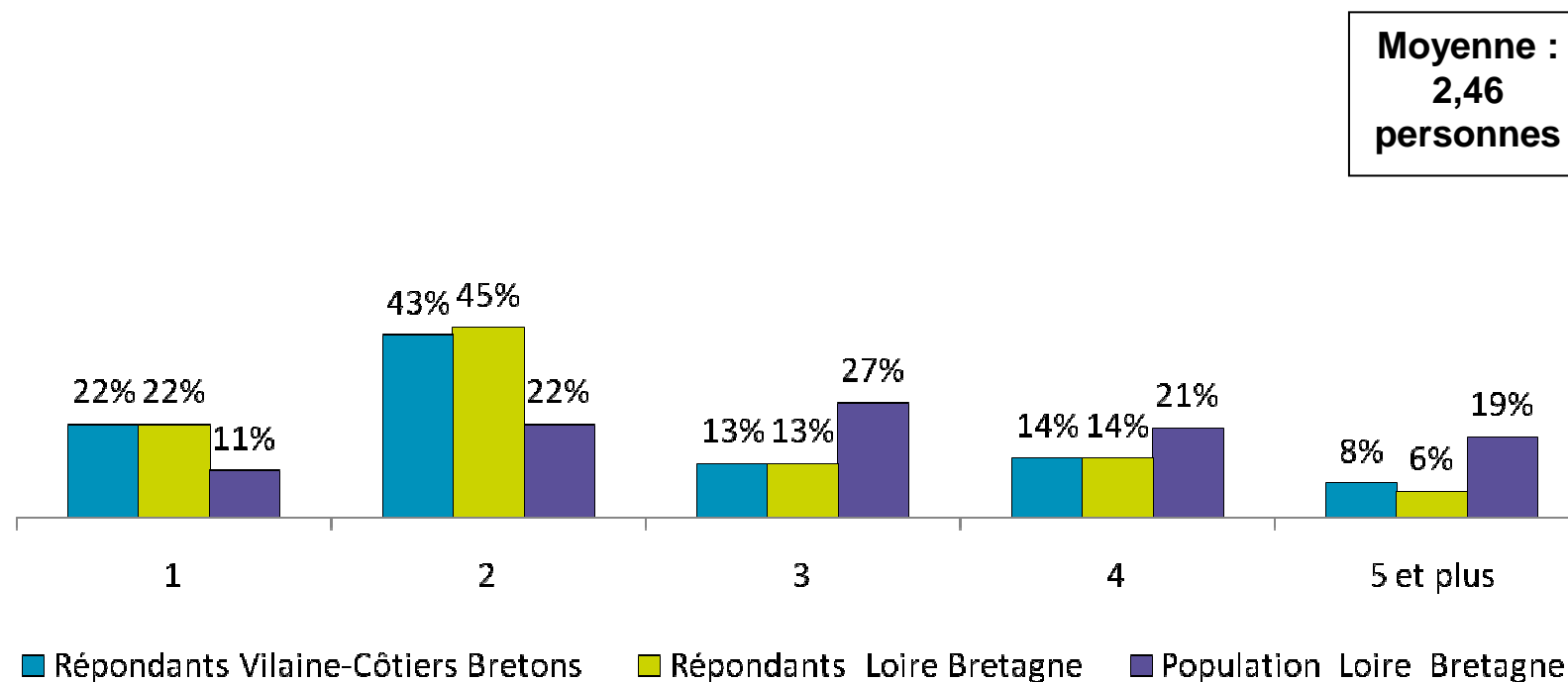
→ Sexe



Base: 100 % = 21 647 répondants

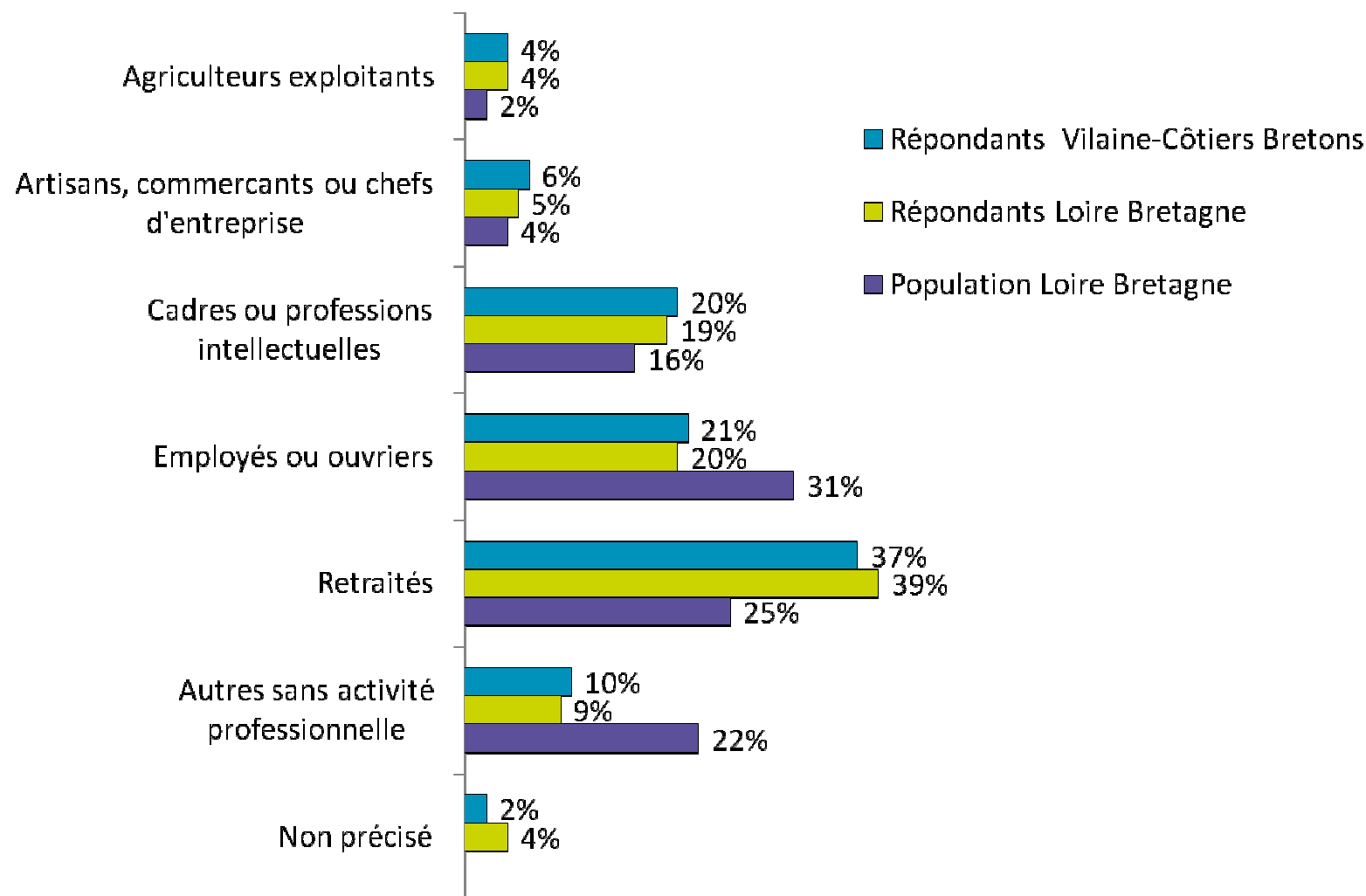
I. Le profil des répondants

→ Nombre de personnes au foyer



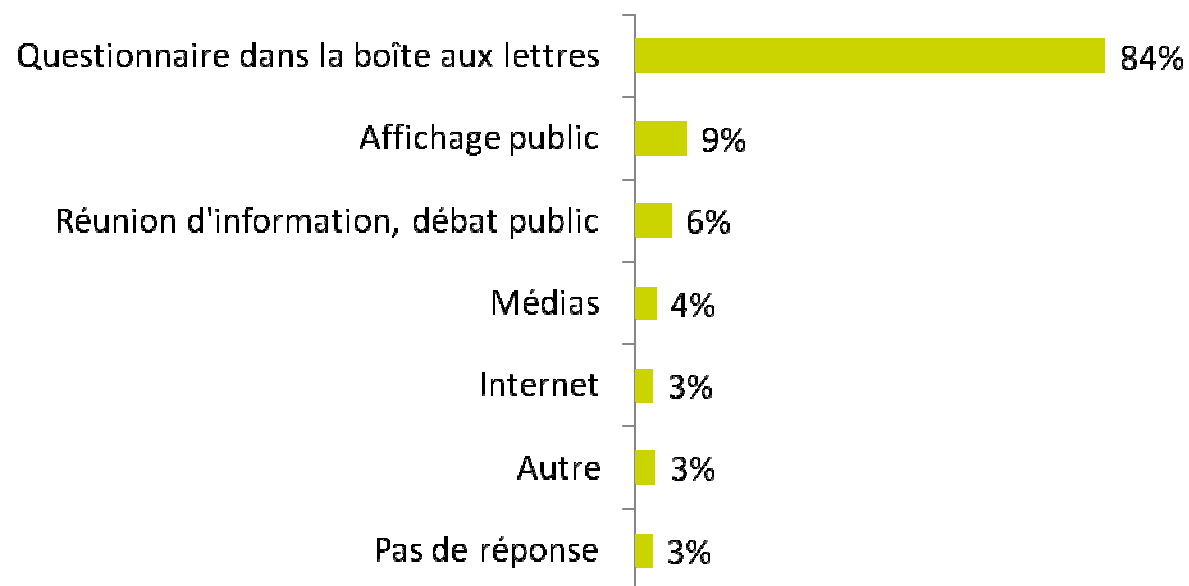
I. Le profil des répondants

→ Profession



I. Le profil des répondants

Comment avez-vous été informé de cette consultation ?



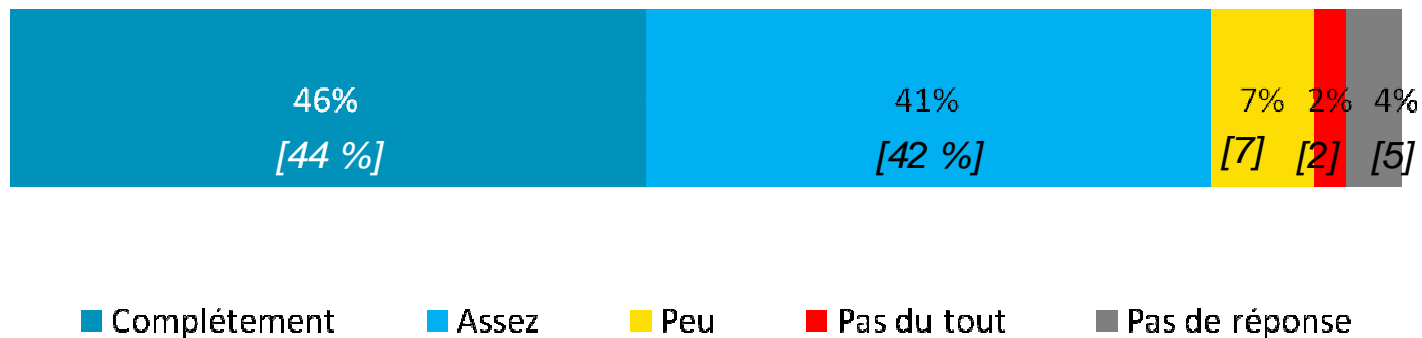
I. Le profil des répondants

- ⇒ Une sur-représentation des personnes de **plus de 60 ans** au détriment des **moins de 35 ans**.
- ⇒ Les **hommes** ont plus répondu que les femmes.
- ⇒ Les **foyers composés de 1 ou 2** personnes ont le plus répondu. Les **foyers de 3** personnes ou plus étant plutôt sous-représentés.
- ⇒ Corollaire logique à la sur-représentation des plus de 60 ans, les **retraités** sont également sur-représentés.

II. L'adéquation avec les problèmes rencontrés

Q1. Retrouvez-vous dans notre proposition l'ensemble des problèmes sur l'eau que vous rencontrez dans votre région ?

(les chiffres en italiques correspondent aux réponses de l'ensemble du bassin)



II. L'adéquation avec les problèmes rencontrés

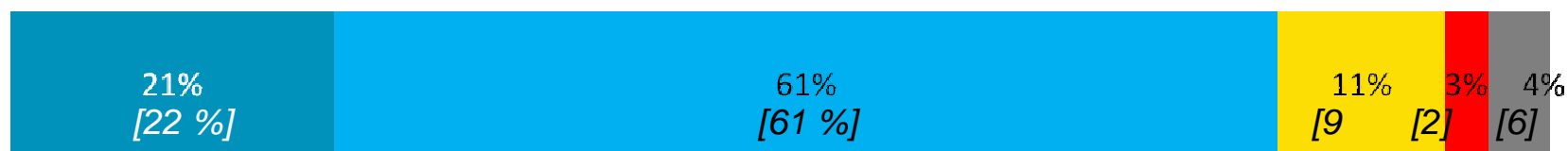
⇒ 87 % des personnes **retrouvent complètement ou assez** à travers la proposition, les problèmes qu'ils rencontrent dans leur région.

⇒ Les femmes (88,4 %) adhèrent un peu plus que les hommes, ainsi que les plus de 60 ans (59,1 % **retrouvent complètement**).

⇒ 65,9 % des agriculteurs **retrouvent complètement ou assez** les problèmes qu'ils rencontrent dans leur région. C'est moins que les autres catégories socio-professionnelles.

III. L'adéquation des actions proposées avec les préoccupations du public

Q2. Par rapport à vos préoccupations, les actions proposées vous semblent :



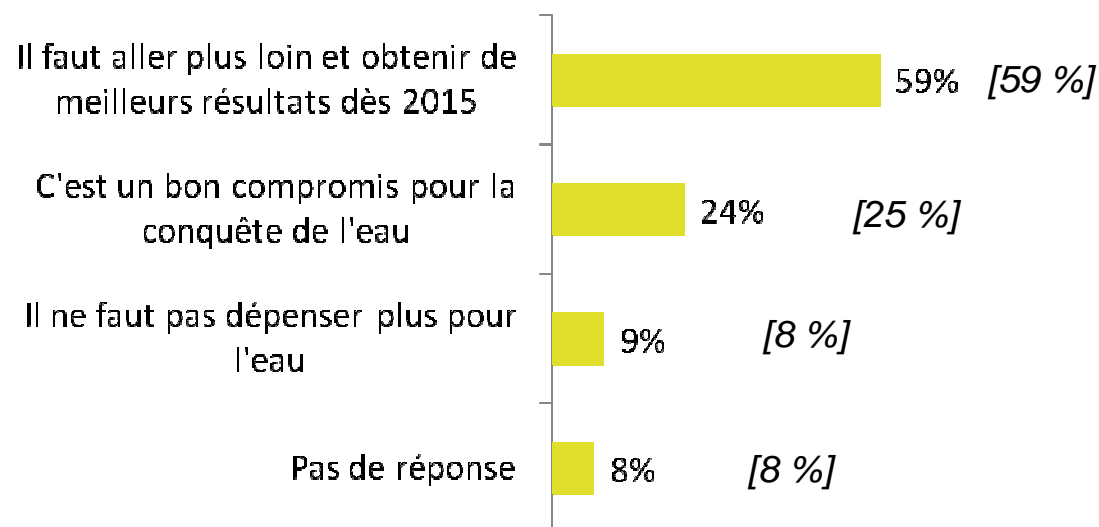
■ Parfaitement adaptées ■ Plutôt adaptées ■ Pas très adaptées ■ Pas du tout adaptées ■ Pas de réponse

III. L'adéquation des actions proposées avec les préoccupations du public

- ⇒ 82 % des répondants **réagissent positivement** aux actions proposées et seulement 14 % les trouvent **pas très ou pas du tout adaptées**.
- ⇒ Près d'une personne sur 5 (21 %) jugent les actions proposées **parfaitement adaptées à leurs préoccupations**.
- ⇒ Les plus de 60 ans (25,4 % de **parfaitement adaptées**) sont ceux qui évaluent le plus franchement l'adaptation des actions proposées.
- ⇒ Les ruraux (18,8 %) sont plutôt en retrait.

IV. Le jugement sur l'ambition et l'effort financier

Q3. Par rapport à la situation actuelle, cette proposition permettra de doubler le pourcentage de cours d'eau, plans d'eau, nappes et côtes en bon état en 2015. Cette proposition représente un effort collectif de 500 millions d'euros par an . Vous diriez que...

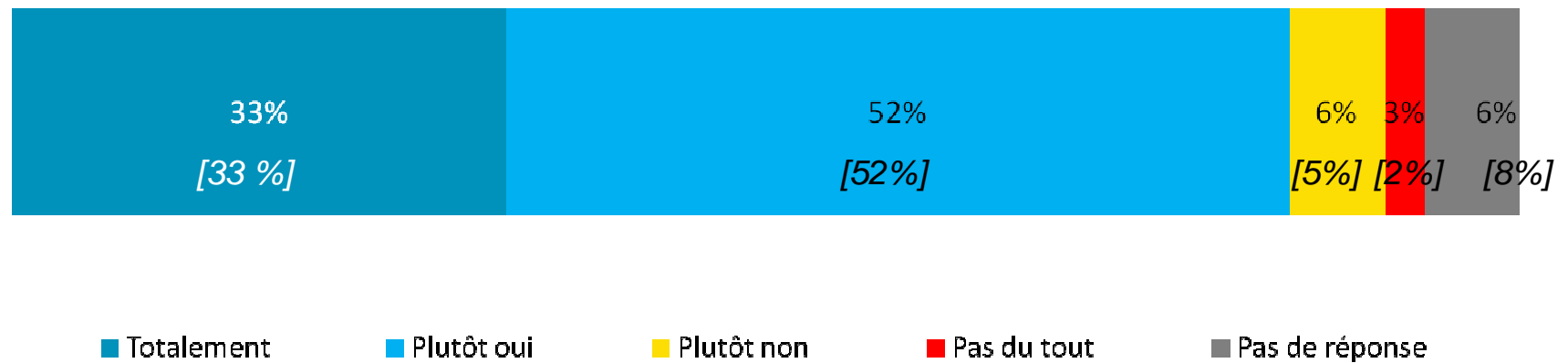


IV. Le jugement sur l'ambition et l'effort financier

- ⇒ 59 % des répondants estiment qu'il faut **aller plus loin et obtenir de meilleurs résultats**.
- ⇒ Seulement 9 % estiment qu'il ne faut **pas dépenser plus pour l'eau**.
- ⇒ Les 26 et 35 ans (67,3 %), les moins de 25 ans (65,4 %), les femmes (62,1 %) sont plus fréquemment **prêts à aller plus loin** de même que les employés et ouvriers (67,3 %).
- ⇒ La part des répondants qui juge la **proposition bien équilibrée** est plus importante chez les plus de 60 ans (26,9 % au lieu de 25 %).
- ⇒ Le refus de dépenser plus est surtout exprimé par les 36-60 ans (10,8 % au lieu de 8 %), par les ruraux (12,2 %) et par les agriculteurs (26,7 %).
- ⇒ Les répondants sur Internet **apprécient le compromis** proposé à 47,9 % alors que 61,2 % des répondants papier souhaitent **aller plus loin**.

V. L'adhésion à la proposition

Q4. En fin de compte, diriez-vous que vous adhérez à cette proposition :



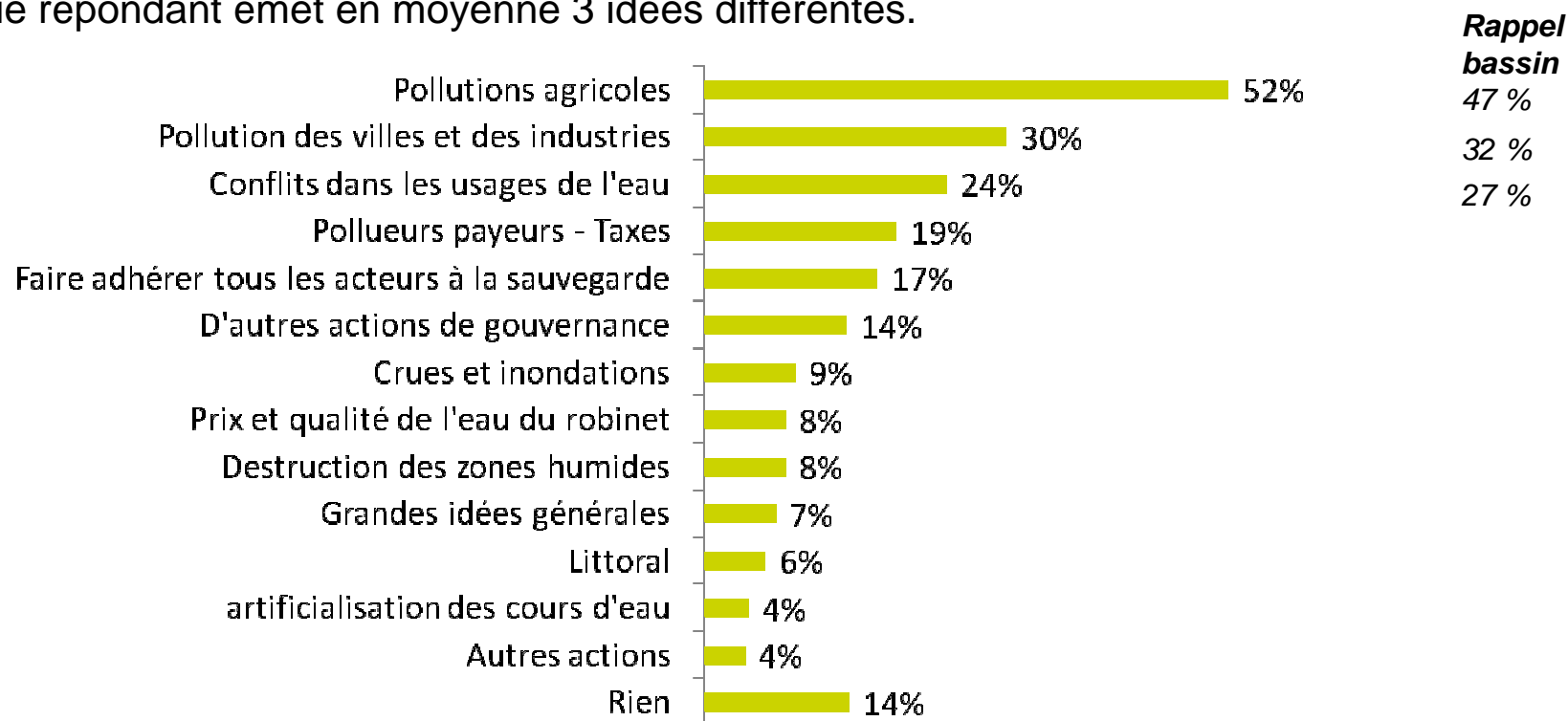
V. L'adhésion à la proposition

- ⇒ 85 % des répondants **adhèrent à la proposition** dont 33 % totalement, et 9 % la **rejetent**.
- ⇒ Les plus de 60 ans sont plus souvent **entiers dans leur soutien** (37,4 % totalement).
- ⇒ Les agriculteurs (33,8 %), les ruraux (11,6 %) et les 26 - 35 ans (8,2 %) et les 36 - 60 ans (11,6 %), en terme d'âge, sont ceux qui **rejetent le plus la proposition**.
- ⇒ Les femmes (5,9 %) la **rejetent très rarement**.

VI. Les priorités exprimées

Q5. Selon vous, quelles sont les deux actions à engager en priorité pour reconquérir un bon état des eaux ?

86% des répondants renseignent cette question.
Chaque répondant émet en moyenne 3 idées différentes.



VI. Les priorités exprimées

La question consistait à identifier les deux actions prioritaires pour un bon état des eaux ; certains répondants se sont spontanément exprimés sur d'autres thèmes ou sur des actions non exposées dans le document.

Par ailleurs, quelques dizaines d'avis libres ont été communiqués sous des formes diverses (lettres accompagnées parfois de photos, d'articles de presse, de documents administratifs et même d'un livre).

Ce sous-bassin est aussi à l'origine de deux pétitions, l'une d'Eau et rivières de Bretagne qui proposait 10 mesures prioritaires pour l'amélioration du Sdage Loire-Bretagne et qui a recueilli plus de 5000 signatures. L'autre de l'association Rvière et Bocage du Bélon – « sans nitrates ni pesticides » - qui a recueilli plus de 500 signatures.

A signaler également une réponse type proposée par la chambre régionale d'agriculture des Pays de la Loire.

Les pages suivantes présentent une analyse des réponses à la question ouverte figurant sur les questionnaires.

VI. Les priorités exprimées

Parmi les actions proposées ou les thèmes abordés dans le questionnaire, les plus cités concernent :

⇒ **les pollutions agricoles** (51,6 %), **les pollutions des villes et des industries** (29,9 %) et **les conflits dans les usages de l'eau** (23,5 %)

⇒ **faire adhérer tous les acteurs à la sauvegarde** est exprimée par un répondant sur 6 (17,2 %).

Les moins cités concernent :

⇒ **les crues et inondations** (9,3 %), **la destruction des zones humides** (8,1 %), **l'artificialisation des cours d'eau** (4 %) et le **littoral** (6,4 %).

⇒ L'utilisation de l'eau par les divers acteurs est au cœur du débat.

⇒ Parmi les thèmes spontanément abordés, les plus fréquents sont **faire payer et taxer les pollueurs** (18,9 %), **la mise en place d'actions de gouvernance** (13,9 %) et **l'eau du robinet** (8,1 %).

⇒ Par ailleurs les répondants proposent spontanément **d'autres actions très variées** (4,4 %) et expriment également des **idées plus générales** (7,3 %) liées à la valeur de l'eau ou à l'importance et l'urgence d'agir.

VI. Les priorités exprimées, les pollutions agricoles - 51,6 %

- ⇒ Une préoccupation centrale partagée par les hommes et les femmes. Les plus jeunes (47,4 %) sont moins sensibles que les 36 à 60 ans (52%). Avec 54,2 % les cadres ou professions intellectuelles sont les plus concernés. Seuls 44,3 % des agriculteurs citent ce problème.
- ⇒ Par rapport à l'ensemble du bassin, c'est dans le sous-bassin Vilaine et côtiers bretons que ce problème est le plus souvent cité.
- ⇒ 15,8 % des répondants évoquent **les pollutions agricoles en général**. Les pesticides et engrais sont spécifiquement en ligne de mire. 24,5 % des répondants souhaitent **limiter, interdire, taxer et réglementer les pesticides** et 10,8 % **les engrais**.
- ⇒ La lutte contre les nitrates (4,6 %) et la question de l'élevage et de ses effluents (8 %) font également partie des préoccupations.
- ⇒ Outre les mesures coercitives évoquées, 4,9 % des répondants proposent la protection et la création de haies et 1,4 % d'autres actions visant à intercepter les pesticides et les engrais (bandes enherbées, etc.).

VI. Les priorités exprimées, les pollutions agricoles – 51,6 %

⇒ 2,2 % suggèrent de trouver une alternative au chimique, 4,4 % mettre en place et promouvoir l'agriculture biologique et 3,8 % aller vers d'autres formes d'agriculture. Afin de permettre cette évolution, certains suggèrent d'intervenir et de modifier les financements de l'agriculture (1,7 %).

⇒ La pollution des nappes est une préoccupation exprimée par 0,8 % des répondants.

VI. Les priorités exprimées, la pollution des villes et des industries – 29,9 %

- ⇒ Ce problème est plutôt souligné par les femmes (31,8 %) et les 15-35 ans (35,7 %). Les élèves et étudiants sont la catégorie socio-professionnelle la plus concernée.
- ⇒ **Les pollutions industrielles en général** sont citées par 9,1 % des répondants. 3,8 % souhaitent **interdire tous rejets polluants**.
- ⇒ La **pollution des villes** et des habitants **en général** est déplorée par 6,1 % des répondants.
- ⇒ 5,5% évoquent le **bon fonctionnement des stations d'épuration** et 2,5 % le **bon fonctionnement des réseaux d'eaux usées**. Des propositions spontanées évoquent la mise en place du lagunage.
- ⇒ La mise aux normes de l'assainissement individuel est attendu par 2,5 % des répondants.
- ⇒ 4,9 % des répondants souhaitent voir réduire l'emploi des pesticides en milieu urbain par les particuliers et par les collectivités et 3,4 % souhaitent limiter, interdire ou taxer les détergents.

VI. Les priorités exprimées, les conflits dans les usages de l'eau – 23,5 %

- ⇒ Une préoccupation plutôt féminine (25 %) qui concerne peu les agriculteurs (17,1 %). Les cadres ou professions intellectuelles sont les plus sensibles à ce thème (25,9 %).
- ⇒ Par rapport à l'ensemble du bassin, c'est dans la commission géographique de Vilaine et côtiers bretons que ce problème est le **moins souvent cité**.
- ⇒ Le grand public est particulièrement sensible au **gaspillage** (10,3 %). L'agriculture est sur ce point particulièrement visée et on lui réclame **l'optimisation de l'irrigation** (1,8 %) et **le passage à des cultures moins gourmandes en eau** (3,4 %).
- ⇒ Les particuliers doivent également participer à cet effort en **récupérant les eaux de pluie pour les usages domestiques** (6,4 %), en optimisant leur arrosage (1,1 %) et en utilisant des appareils économes (1,7 %).
- ⇒ Le public regrette l'épuisement des nappes (0,8 %) et souhaite la diminution des prélèvements en eaux (0,9 %). La recherche de nouvelles ressources souterraines (0,2 %) est assez peu sollicitée.
- ⇒ Le gaspillage des collectivités est également ciblé et 1,8 % demande le contrôle et la réparation des réseaux. Les piscines privées et également publiques sont dans le collimateur de 1 % des répondants.

VI. Les priorités exprimées, faire adhérer tous les acteurs à la sauvegarde de l'eau – 17,2 %

- ⇒ Les élèves et étudiants (22,3 %) et les femmes (21,8 %) adhèrent le plus à cette problématique.
- ⇒ Sensibiliser à l'environnement est prioritaire pour 7,4 % des répondants. Il est préconisé de développer **l'éducation des jeunes, des citoyens y compris les anciens** (4,5 %) et **la responsabilisation du public et des acteurs** (3,7 %).
- ⇒ Pour cela il est suggéré d'améliorer l'accès à l'information (2,6 %), d'utiliser les médias (0,9 %) et de faire connaître et aimer l'eau (1 %).
- ⇒ Faire dialoguer les acteurs pour trouver des solutions partagées est repris par 1,3 %.
- ⇒ 0,3% souhaitent une meilleure information sur les coûts.

VI. Les priorités exprimées, les crues et les inondations – 9,3 %

- ⇒ Les femmes (10,4 %) sont les plus concernées par ce problème.
- ⇒ **Arrêter les constructions en zone inondable** (4,2 %) est le plus souvent exprimé.

Viennent ensuite :

- ⇒ **Nettoyer les cours d'eau** (2,3 %) c'est-à-dire les curer et débarrasser le lit des détritiques,
- ⇒ **Limiter l'imperméabilisation des sols** (2,5 %).
- ⇒ **D'autres actions pour traiter les inondations** (1,4 %) sont également proposés par des répondants.
- ⇒ Informer sur le risque (0,2 %) et, anticiper les crises et en améliorer la gestion (0,1 %) sont peu évoqués.

VI. Les priorités exprimées, la destruction des zones humides – 8,1 %

- ⇒ Le thème est davantage cité par les élèves et étudiants (10,1 %).
- ⇒ Par rapport à l'ensemble du bassin, c'est dans le sous-bassin Vilaine et côtiers bretons que ce problème est le plus souvent cité.
- ⇒ **Entretien, restaurer et recréer des zones humides** est suggéré par 7,9 % des répondants.
- ⇒ Peu de personnes citent :
 - l'achat des zones humides pour les protéger (0,2 %),
 - l'inventaire des zones humides (0,3 %).

VI. Les priorités exprimées, le littoral – 6,4 %

- ⇒ Les élèves et étudiants (10,1 %) et les femmes (8,1 %) sont les plus concernés par ce thème.
- ⇒ Par rapport à l'ensemble du bassin, c'est dans le sous-bassin Vilaine et côtiers bretons que ce problème est le plus souvent cité.
- ⇒ Il s'agit de **prendre soin en général du littoral** (3,5 %) et de bien collecter tous les rejets (1,2 %).
- ⇒ Réduire la pollution diffuse dans les estuaires (0,7 %) et lutter contre les pollutions maritimes (1 %) sont quelques fois mentionnés.
- ⇒ Les économies d'eau dans les hébergements de vacances (0,3 %) et les actions de sensibilisation vers les visiteurs (0,4 %) ou les habitants (0,2 %) sont peu citées.

VI. Les priorités exprimées, l'artificialisation des cours d'eau – 4 %

- ⇒ Les élèves et étudiants (7,2 %) sont sensiblement plus concernés
- ⇒ 1,8 % souhaitent **supprimer ou aménager les ouvrages qui barrent les rivières** et 1,4 % **rétablir des milieux variés** afin de développer la faune et la flore.
- ⇒ 0,8 % des répondants pensent qu'il (la collectivité) faut investir financièrement pour la restauration des cours d'eau.

VI. Les priorités en spontané, pollueur-payeur et taxes – 18,9 %

⇒ Cette priorité est exprimée surtout par les hommes (20,3 %), les 36-60 ans (21,3 %) et les cadres et professions intellectuelles (23,2 %). Ce sont les agriculteurs (16,6 %) qui en parlent le moins.

⇒ **Appliquer la règle pollueur payeur** (8,4 %),

Faire payer les industriels (2 %) et les agriculteurs (1,9 %) qui polluent, arrêter de protéger les gros pollueurs aux dépens des particuliers (1,6 %) sont les principales façons d'exprimer le concept.

⇒ Taxer le gaspillage des ménages est cité par 0,7 % des répondants.

VI. Les priorités en spontané, actions de gouvernance – 13,9 %

- ⇒ Ces idées sont surtout exprimées par les cadres et professions intellectuelles (16,9 %), les artisans et commerçants (16,3 %), les 36 - 60 ans (15,4 %) et les hommes (15,1 %).
- ⇒ Par rapport à l'ensemble du bassin, c'est dans le sous-bassin Vilaine et côtiers bretons que ce problème est le plus souvent cité.
- ⇒ Les actions de nature coercitive sont le plus souvent citées :
- surveiller davantage et contrôler les mauvais comportements (3 %),
 - régler par l'argent en taxant les produits polluants (1,7 %),
 - interdire ou limiter les ventes et la promotion des produits polluants (2,7 %),
 - édicter des lois et faire respecter les lois existantes (2,7 %), avec de vrais moyens pour atteindre ces objectifs (0,6 %).
- ⇒ Les mesures incitatives telles que défiscaliser les produits propres et récompenser les bons comportements sont citées par 1,7 % des répondants.
- ⇒ Certains répondants préfèrent anticiper et suggèrent de prendre des mesures en amont pour éviter de polluer (0,9 %), de travailler sur la prévention (0,4 %).
- ⇒ De manière générale le public réclame que les responsables soient moins laxistes et plus volontaristes (1,5 %).

VI. Les priorités en spontané, l'eau du robinet – 8,1 %

- ⇒ Une préoccupation importante du grand public, et plus particulièrement des 36 à 60 ans (9,1 %) et des hommes (8,8 %).
- ⇒ Par rapport à l'ensemble du bassin, c'est dans le sous-bassin Vilaine et côtiers Bretons que ce problème est le plus souvent cité.
- ⇒ **Le prix** (3,6 %) et **la qualité (goût, couleur)** (2,8 %) sont les sujets les plus fréquemment évoqués.
- ⇒ Des répondants expriment la volonté de **s'opposer à la distribution de l'eau par des groupes privés** (2,4 %), souhaitant un retour à la gestion en régie ou par des organismes publics.
- ⇒ Enfin la clarté des factures (0,2 %) et les dépassements de normes (0,2 %) ont également été soulignés.

VI. Les priorités en spontané, « idées générales » - 7,3 %

Des répondants expriment des idées plus générales sur des sujets variés :

⇒ 1,7 % des répondants expriment de manière générale une **critique de l'action publique et de ses incohérences**.

⇒ 1,2 % affirment un **soutien global aux actions et à la démarche et insistent sur l'urgence à les mettre en œuvre**.

⇒ 0,3 % déclarent que la **consultation était une bonne idée**.

⇒ Enfin 1,1 % des répondants rappellent que l'eau est **source de vie** mais qu'elle se **raréifie** (0,3 %).

VII. Conclusions

- Avec un **taux de retour** proche de 1,73 %, la consultation « boîtes aux lettres » présente de bons résultats.
- Toutes les catégories de la population ont répondu en nombre suffisant pour permettre une analyse pertinente. On observe toutefois une mobilisation plus importante des **strates âgées** de la population, et surtout des **plus de 60 ans**.
- Les répondants ont jugé que la proposition **répond bien à l'ensemble des problèmes sur l'eau** (86 %). La critique est très faible (10 %) rapportée aux 46 % de personnes qui jugent que la proposition cerne **complètement** les problèmes.
- Pour 82 % des personnes, **les actions proposées sont adaptées à leurs préoccupations**. L'adhésion est ici moins importante car seulement 21% des personnes les estiment **parfaitement adaptées** alors que 14 % les jugent **pas très ou pas du tout adaptées**.

VII. Conclusions

→ Plus de 6 personnes sur 10 souhaitent **aller plus loin** et veulent plus d'ambition tant en matière d'objectifs que d'investissements. Seulement 8 % des personnes **souhaitent que la collectivité ne dépense pas plus pour l'eau**. 25 % trouvent que la proposition **est un bon compromis**.

→ **Globalement**, la proposition recueille l'**adhésion** de 85 % des répondants. 33 % la soutiennent **totalemment** alors que seuls 9 % déclarent **ne pas y adhérer**.

→ La **pollution**, qu'elle soit **d'origine agricole, industrielle ou issue des collectivités et de leurs habitants** est au cœur des préoccupations.

→ L'impact des aménagements et la réduction de la biodiversité retiennent moins l'attention. Ainsi la question de **l'artificialisation des rivières** et la **préservation des zones humides et inondables**.

→ Les questions relatives au littoral sont également peu citées.

VII. Conclusions

→ Les répondants sont conscients de la rareté de la ressource et s'élèvent contre **le gaspillage** et les consommations abusives, qu'elles soient **du fait des consommateurs ou des agriculteurs**.

→ Enfin les répondants en évoquant spontanément les questions de **l'eau du robinet** et le principe de **pollueur payeur** rappellent leur sensibilité à l'aspect financier. S'ils sont prêts à un effort, les répondants ne souhaitent pas payer trop cher un **produit vital** alors que d'autres acteurs, sur-consommateurs et sur-pollueurs bénéficient d'accès peu contrôlés à cette ressource.

→ La question de la **répartition de la ressource entre les acteurs** est bien centrale. Les actions visant à faire **adhérer tous les acteurs à la sauvegarde** de la ressource par **prévention, concertation ou contrainte** recueillent un écho favorable auprès des répondants.

VII. Conclusions

→ Le sous-bassin Vilaine et côtiers bretons est parmi les moins convaincus de l'action, se situant parmi les sous-bassins adhérant le moins à la proposition et la trouvant le moins adaptée à leurs préoccupations (dernier rang). C'est également celui où les répondants estiment le plus qu'il ne faut pas dépenser plus et le moins qu'il s'agit d'un bon compromis.

→ C'est également le sous-bassin le plus catégorique pour les préoccupations exprimées; pour nombre d'entre elles il se situe comme le plus concerné ou le moins concerné.

→ Le sous-bassin est le moins sensible à la pollution des villes, aux conflits dans les usages de l'eau, à l'artificialisation des cours d'eau, aux crues et inondations.

→ Le sous-bassin est le plus sensible aux pollutions agricoles, à la destruction des zones humides, au littoral, à l'eau du robinet et a le plus exprimer l'idée de pollueur payeur.



*Établissement public du ministère
chargé du développement durable*

Avenue Buffon – BP 6339
45063 ORLEANS CEDEX 2
☎ 02 38 51 73 73 📠 02 38 51 74 74
www.eau-loire-bretagne.fr
sdage@eau-loire-bretagne.fr

efficiencence³
EXPERT IN MARKET RESEARCH MANAGEMENT

26 rue Buirette - BP 202
51057 REIMS CEDEX
☎ 03 26 79 75 89 📠 03 26 88 41 76
www.efficience3.com